

DIX PRIORITÉS

POUR BRUXELLES, EN PLEINE FORME

La N-VA est prête à apporter les changements qui s'imposent à Bruxelles et à prendre ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble des Bruxellois.

Après plus de trente ans de politiques PS, avec le soutien des libéraux, socialistes, verts et chrétiens-démocrates flamands, notre capitale a plus que jamais besoin d'une réforme en profondeur. La dette a plus que doublé au cours de la dernière législature et les autorités sont incapables de remplir ne serait-ce que leurs fonctions premières. L'insécurité dans la capitale ne fait qu'augmenter : de nombreuses fusillades ayant fait des morts et des blessés ont transformé certains quartiers populaires en véritables zones de non-droit. À cause de cette mauvaise gestion socialiste, la classe moyenne quitte la ville et de plus en plus d'entreprises tournent le dos à Bruxelles.

Il est grand temps d'adopter une politique nouvelle et plus efficace. La N-VA est la seule alternative valable capable d'améliorer la situation. Nous savons que nous devons pour cela être incontournables. Autrement, les partis actuels continueront de mal gérer la capitale.

Nos dix priorités « pour Bruxelles, en pleine forme » sont résumées ci-dessous.

1. La sécurité, première des priorités

Vous arrive-t-il de vous sentir en danger à Bruxelles ? La ville fait face à de graves défis qui mettent en péril la qualité de vie et la sécurité des habitants et des passants de certains quartiers. La consommation et le trafic de drogue, les vols, les cambriolages, la violence et d'autres formes de criminalité aggravent ce sentiment d'insécurité.

En plus d'être un droit fondamental, la sécurité est aussi la mission première des autorités. Malheureusement, la mise en place d'une véritable culture de la sécurité reste taboue sur le plan politique.

Les Bruxellois ont droit à une administration qui prenne au sérieux leur sécurité plutôt que de faire preuve de laxisme et de minimiser les problèmes. Ils ont droit à plus de **détermination et de volonté** en matière de sécurité. La N-VA y veillera.

Voici nos principales propositions :

- Nous voulons un **corps de police unique** qui associe l'**unité de direction et de commandement** à un **véritable fonctionnement de proximité** et mettons ainsi fin à la fragmentation des compétences et des moyens. En centralisant les connaissances et l'expérience, nous pourrions travailler autour d'un plus grand nombre de thèmes, comme le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains, le trafic d'armes, la radicalisation, le travail de quartier... ;
- Nous ne laissons pas la criminalité organisée miner la société. Nous voulons compliquer la tâche des criminels qui tentent de blanchir de l'argent par l'intermédiaire de commerces, de cafés, etc. Pour ce faire, nous soumettons les entreprises à une enquête d'intégrité. Par le biais d'une **plate-forme numérique de la criminalité**, nous passons au crible les entreprises afin de détecter les éventuelles pratiques malhonnêtes.
- Nous mettons un terme à la prolifération de laboratoires de drogue et de plantations de cannabis dans les quartiers résidentiels. Nous mettons en place un **point de contact régional pour les drogues** où les citoyens peuvent signaler anonymement l'emplacement de bandes de trafiquants, de plantations de cannabis, de laboratoires de drogue ou de sites de décharge, notamment.

2. Une agglomération unique, une politique unique

Vous ne savez pas toujours vers quelle administration vous tourner lorsque vous avez une question ? C'est logique, car Bruxelles est un véritable labyrinthe institutionnel, où la Région, les communes et le niveau fédéral ont chacun leurs compétences. Résultat : tout le monde est compétent mais personne n'est responsable. Les dix-neuf bourgmestres défendent leurs propres intérêts et bloquent toute amélioration ou simplification.

Pour la N-VA, une **politique univoque et efficace** est indispensable : une seule politique de mobilité, une seule politique de logement, une seule politique de propreté, une seule politique de sécurité, une seule politique fiscale, une seule politique sociale et une seule politique d'aménagement du territoire. D'immenses quantités d'argent sont par ailleurs perdues au profit de différentes structures communales et régionales et de toutes sortes d'ASBL obscures. Des économies d'échelle et des gains d'efficacité considérables peuvent être réalisés et permettraient de consacrer l'argent de vos impôts à des politiques plutôt qu'à des institutions.

Voici nos principales propositions :

- La N-VA souhaite enfin réaliser la fusion des dix-neuf communes bruxelloises et leur transformation en **une agglomération unique**. Les CPAS seront également fusionnés.
- Les communes actuelles seront transformées en **districts**, comme à Paris et Anvers, ce qui garantira la proximité avec les citoyens. Les compétences des districts seront limitées et subordonnées à l'agglomération.
- **Nous réduirons le nombre de responsables politiques**. Le nombre de députés de l'agglomération, directement élus par l'ensemble des habitants de la région, sera réduit à septante. La représentation d'au moins quinze membres de chacun des deux groupes linguistiques sera garantie.





3. Budget en ordre

Le retour à des **finances publiques saines** est une priorité absolue pour la N-VA.

Voici nos principales propositions :

- En mettant en place une politique d'activation résolue et en limitant les allocations de chômage dans le temps, nous mettons **plus de Bruxellois au travail** et augmentons ainsi les recettes.
- Parallèlement, nous procédons à une réduction drastique des dépenses au terme d'un **débat sur les missions principales** des autorités. Le clientélisme qui caractérise la politique bruxelloise depuis bien trop longtemps doit disparaître, tout comme la politique d'assistanat des trente dernières années.
- Nous mettons en place une **norme de dépenses** : nous prévoyons la hausse de nos recettes et ajustons nos dépenses en conséquence.
- Nous utilisons le **fonds Beliris** en priorité pour financer le métro 3 et mettons un terme au marchandage de projets entre les dix-neuf communes.

4. Bruxelles bilingue

Vous l'avez sans doute déjà vécu : un hôpital où l'on ne parle que français ou anglais, un policier qui ne peut vous répondre qu'en français ou un courrier d'une administration bruxelloise non traduit en néerlandais... C'est malheureusement devenu la règle plus que l'exception. La présence du néerlandais offre pourtant une réelle valeur ajoutée pour Bruxelles. **Le néerlandais est en effet de plus en plus perçu comme un symbole de qualité et comme la clé du travail et de la prospérité.** L'enseignement néerlandophone à Bruxelles se montre très performant pour former des jeunes bilingues et multilingues.

Voici nos principales propositions :

- Les néerlandophones doivent pouvoir être aidés dans leur langue partout à Bruxelles. Nous définissons un **plan directeur** pour les administrations bruxelloises afin de parvenir à un bilinguisme réel, en collaboration avec la *Maison du Néerlandais*. Chaque administration locale conclut un accord de collaboration avec la *Maison du Néerlandais* et élabore une feuille de route concrète pour garantir le bilinguisme dans toutes les formes de services.
- Nous continuons d'investir de manière significative dans l'**enseignement néerlandophone** à Bruxelles afin que le plus grand nombre possible de Bruxellois puissent bénéficier d'un enseignement de qualité. Dans ce cadre, nous mettons davantage l'accent sur l'enseignement technique, professionnel et spécial ainsi que sur l'enseignement d'accueil pour primo-arrivants allophones (OKAN).
- Certaines communes continuent d'enfreindre délibérément la législation linguistique. Nous accordons au vice-gouverneur de Bruxelles un **pouvoir d'annulation** en plus de son pouvoir de suspension.



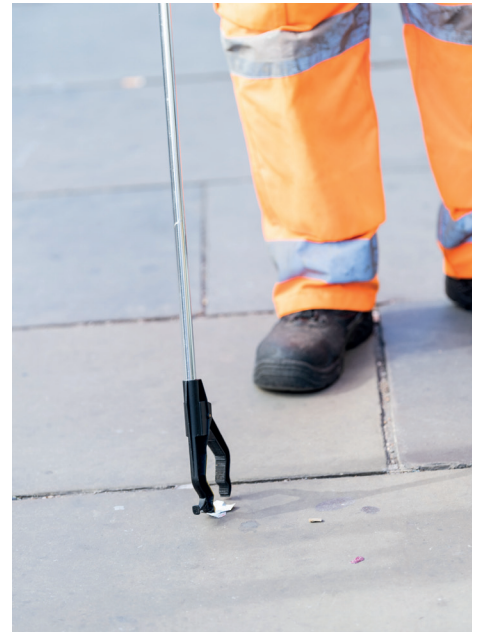
5. Bruxelles, une ville propre où il fait bon vivre

Neuf Bruxellois sur dix se plaignent de l'état de propreté de la ville, à juste titre ! Aucun quartier n'est épargné par les poubelles publiques débordantes et les déchets sauvages. Les graffitis sont omniprésents. Et quiconque se promène dans les quartiers des gares ou dans le centre-ville se retrouve rapidement confronté à toutes sortes d'odeurs nauséabondes. Cela doit changer ! Avec la N-VA, tous les tabous tomberont.

Bruxelles doit par ailleurs devenir plus verte. La proximité de la nature, des espaces d'eau et des arbres est extrêmement importante pour rendre une ville agréable. Les arbres apportent de l'ombre lors des chaudes journées d'été et sont des alliés naturels contre les îlots de chaleur urbains : en plein été, une ville peut être jusqu'à 10 degrés plus chaude que la campagne !

Voici nos principales propositions :

- Nous mettons en place une **Patrouille de la propreté bruxelloise**. La Patrouille de la propreté est présente dans les rues jour et nuit et veille au respect des règles de propreté : dépôts sauvages, jets de mégots, urine dans l'espace public, ramassage des déjections canines, sortie réglementaire des poubelles, etc. Toute personne prise en flagrant délit se voit immédiatement infliger une amende administrative.
- Nous misons sur des **infrastructures plus nombreuses et de meilleure qualité** (parcs à conteneurs, conteneurs souterrains, poubelles, etc.).
- La propreté publique redevient une compétence à part entière de la Région. **Bruxelles-Propreté** est **entièrement responsable** de la propreté des espaces publics dans la capitale.
- Lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces publics, nous réfléchissons à la manière de maximiser les espaces verts. Nous créons davantage de zones humides dans la ville, notamment en ouvrant la Senne là où c'est possible. Nous rendons par ailleurs la zone du canal plus vivante en y aménageant une **zone de baignade permanente, des sentiers de promenade et des établissements horeca**.



6. Mobilité

L'approche du gouvernement bruxellois en matière de mobilité a créé des tensions sans précédent entre les partisans et les détracteurs du plan « Good Move ». En raison du déploiement d'une nouvelle politique de mobilité dans certains quartiers, comme Cureghem, de manière irréfléchie et sans le soutien des riverains, de nombreux Bruxellois se méfient désormais de la moindre mesure de mobilité. Entre-temps, l'éternel débat entre la Région et les communes se poursuit, empêchant jusqu'aux mesures les plus évidentes d'être prises.

Voici nos principales propositions :

- Les transports publics doivent être sûrs et propres, pour les passagers comme pour le personnel. **Une station de métro n'est pas un refuge pour sans-abri**. La consommation de drogue ne sera pas tolérée. Nous prônons une tolérance zéro absolue à l'égard des comportements antisociaux et illégaux. Le maintien de l'ordre dans et autour des transports publics doit être une priorité pour la police. Pour ce faire, nous renforçons la police (des chemins de fer), Securail et les services de sécurité de la STIB.
- La sécurité routière est notre priorité absolue. Nous abordons rapidement les points noirs du trafic. Nous mettons en place une **politique réactive** dans le cadre de laquelle l'application des règles de circulation occupe une place centrale et où l'utilisateur faible se voit attribuer un rôle prioritaire.
- Nous créons un **réseau de pistes cyclables séparé** afin que les cyclistes ne risquent plus leur vie coincés entre des bordures trop hautes, des voitures et des voies de tram.
- Nous unifions les **politiques de stationnement** dans la Région de Bruxelles-Capitale. Fini les dix-neuf communes et leurs propres applications de stationnement, horaires et politiques de contrôle. Nous refusons toute politique de stationnement qui ne mise que sur la suppression. Nous optons pour le partage avec les riverains des parkings privés hors de la voie publique.



7. Logement abordable

Il est devenu impossible de trouver un logement abordable et de qualité pour de plus en plus de Bruxellois, trop peu de nouveaux logements étant construits depuis des années. Les interventions étouffantes des autorités, les charges de construction extrêmes et les procédures d'autorisation excessivement complexes découragent les investisseurs et freinent la construction de nouveaux logements. Cela accroît la pression sur le patrimoine existant, déjà gravement obsolète, et fait exploser les prix.

La N-VA préconise un juste équilibre entre les droits et les devoirs des locataires et des propriétaires. Les mesures déséquilibrées introduites au cours de la dernière législature, comme l'interdiction des expulsions, le plafonnement des loyers, la « commission paritaire locative » qui peut examiner et modifier les baux privés, etc. seront levées. Le marché locatif pourra ainsi à nouveau respirer. Nous introduirons un permis de location en tant qu'instrument de contrôle et de qualité.

Voici nos principales propositions :

- Nous transférons l'ensemble de la politique du logement ainsi que le patrimoine public des communes vers la Région. Au niveau de la Région, nous centralisons la politique du logement auprès d'**une administration unique**.
- Pour éviter une trop forte hausse des loyers, nous augmentons l'offre de logements de manière structurelle. Nous éliminons les goulets d'étranglement qui freinent le développement du logement, notamment en **uniformisant et rationalisant les politiques d'octroi de permis**.
- Nous abandonnons le système d'abattement actuel, complexe et rigide, et optons pour un **tarif uniforme et plus bas pour les personnes qui achètent leur premier logement**. Nous supprimons également l'obligation d'habiter le bien pendant une durée de cinq ans après l'achat.
- Le logement social est une question de **droits et d'obligations** et doit bénéficier à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous nous attaquons de manière résolue à la fraude. **Nous vérifions** par exemple que les locataires sociaux ne possèdent pas de **biens immobiliers (à l'étranger)** et introduisons une exigence linguistique ainsi qu'une inscription obligatoire auprès d'Actiris pour les locataires sociaux aptes au travail.

8. Tous les Bruxellois au travail

Plus d'un tiers des Bruxellois en âge de travailler ne le font pas. Pour sortir Bruxelles de la crise financière et sociale, nous devons mobiliser tous les Bruxellois en mesure de travailler. Cela nécessite des réformes majeures de la fiscalité et du marché du travail au niveau fédéral. À Bruxelles, l'accent doit être déplacé de l'emploi subventionné coûteux vers une politique d'activation et de formation ambitieuse, proactive et efficace en vue d'emplois durables et de qualité, de préférence dans le secteur privé.

Voici nos principales propositions :

- La **différence entre le travail et l'inactivité doit être d'au moins 500 euros**. Aujourd'hui, les personnes qui travaillent se retrouvent beaucoup trop rapidement dans les tranches d'imposition les plus élevées. Nous introduisons une **norme en matière d'allocations** : les allocations telles que le revenu d'intégration et les allocations de chômage ne peuvent en aucun cas augmenter plus rapidement que les salaires.
- Actiris doit se concentrer sur sa **mission principale** : le conseil de base en vue de l'emploi, de préférence dans le secteur privé. Dans le même temps, **nous rationalisons les emplois subventionnés** au sein des nombreuses institutions bruxelloises et ASBL.
- Nous **limitons les allocations de chômage dans le temps** et rendons le système plus activateur. La **sanction des non-travailleurs** ne doit plus être tabou. Le suivi des demandeurs d'emploi et l'évaluation des efforts fournis doivent commencer dès la (ré)inscription. Si un demandeur d'emploi n'accepte pas les offres d'Actiris, il perd son allocation.
-

9. Enseignement

Sous l'impulsion de la N-VA, des changements fondamentaux ont été initiés qui concourent à inverser la tendance dans l'enseignement. Nous poursuivons sur cette voie afin de renforcer encore la qualité de l'enseignement, dans l'intérêt aussi bien des élèves que de la société dans son ensemble.



Voici nos principales propositions :

- Plus que jamais, nous misons sur le **néerlandais, véritable lien** entre tous les élèves et parents bruxellois dont la langue maternelle est différente. Les élèves présentant des déficits linguistiques reçoivent les conseils dont ils ont besoin tout au long de leur parcours scolaire. Les cours intensifs de néerlandais et les cours d'été font l'objet d'un soutien structurel.
- **Des enseignants forts font des élèves forts.** Nous devons leur accorder la confiance, le respect et l'espace dont ils ont besoin pour faire ce qu'ils savent faire : enseigner. Nous mettons tout en œuvre pour améliorer l'attrait et le prestige de la profession, notamment en soutenant une politique de ressources humaines solide, en permettant aux enseignants débutants d'accumuler de l'ancienneté dans chaque école où ils travaillent, peu importe la communauté scolaire ou l'organisme de tutelle, et en mettant en place un examen d'entrée obligatoire et des objectifs minimaux pour l'ensemble des formations d'enseignant.
- Les Communautés flamande et française **concluent des accords et collaborent plus efficacement** afin de faire face aux différents goulets d'étranglement au niveau de l'enseignement à Bruxelles (connaissance des deux langues nationales, échange de professeurs de langues, problèmes d'absentéisme, etc.).
- La **réforme du calendrier scolaire** dans l'enseignement francophone a des implications majeures pour les enseignants, les parents et les enfants à Bruxelles et au-delà. Les communautés doivent entamer un **dialogue** à ce sujet. Pendant les vacances scolaires flamandes, un nombre suffisant de garderies et d'activités en néerlandais doit être proposé aux élèves bruxellois.

10. Intégration (civique)

Creuset de centaines de nationalités et de langues différentes, Bruxelles est à la fois la capitale de la Belgique, de la Flandre, de la Communauté française et de l'Europe. L'intégration des nouveaux arrivants est un défi pour la société inclusive que la N-VA promet. Les efforts doivent être récompensés par des opportunités suffisantes et personne ne doit être désavantagé en raison de sa couleur de peau ou de son origine.

Nos valeurs et normes occidentales, comme la séparation de l'Église et de l'État, l'égalité et la liberté individuelle en termes d'idéologie, de genre, d'orientation sexuelle et de leur expression publique, doivent être préservées. Elles sont les fondements de notre société. Nous accompagnons les nouveaux arrivants vers la pleine citoyenneté à travers un parcours d'intégration obligatoire axé sur ces valeurs communes, la connaissance du néerlandais ou du français et la recherche d'un emploi.

Voici nos principales propositions :

- La N-VA souhaite la mise en place d'**un guichet unique et centralisé** où les nouveaux arrivants sont invités à s'inscrire au registre des étrangers et informés de l'obligation d'intégration. Les participants suivent un parcours d'intégration flamand ou bruxellois. La Région est chargée du suivi et des sanctions, en étroite collaboration avec les bureaux d'accueil.
- Nous préconisons une approche intégrée de l'intégration, du travail et de l'enseignement. Ce faisant, **nous accélérons l'accès à l'emploi et à la formation.** Nous promovons les entretiens d'accueil avec les nouveaux arrivants et impliquons le fonctionnaire compétent pour l'intégration ainsi que le CPAS et Actiris. L'accès à l'aide et aux avantages sociaux est fortement réduit.
- La **neutralité des autorités** ne peut être remise en question et implique un code vestimentaire interdisant le port de symboles philosophiques extérieurs dans l'exercice du travail. Nous évitons ainsi toute apparence de partialité.